

DIRECTION de l'URBANISME
de l'ENVIRONNEMENT et du LOGEMENT

REPUBLIQUE FRANÇAISE

BUREAU de l'ENVIRONNEMENT

PREFECTURE DES YVELINES

87 116



Le PREFET, COMMISSAIRE de la REPUBLIQUE
du DEPARTEMENT des YVELINES,

VU la loi du 19 juillet 1976 modifiée relative aux Installations
Classées Pour la Protection de l'Environnement et le décret d'application
n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié ;

VU le décret n° 83-1025 du 28 novembre 1983 concernant les rela-
tions entre l'Administration et les Usagers ;

VU l'arrêté en date du 21 décembre 1977 autorisant la Société
PIPELINE SERVICE, devenue NEW PIPELINE SERVICE (récépissé de succession en date
du 30 août 1985) à exploiter à TRAPPES, 30, avenue des Frères Lumière un dépôt
avec utilisation et stockage de substances radioactives du groupe II, sous forme
de sources scellées spéciales soumis à autorisation sous la rubrique (n° 385-quar-
2è-a) ;

VU le rapport du Service d'Inspection des Installations Classées ;

VU l'avis émis par le Conseil Départemental d'Hygiène dans sa
séance du 26 janvier 1987 ;

CONSIDERANT
QU'EN raison des risques que sont susceptibles de présenter les
activités exercées, il y a lieu d'imposer des prescriptions complémentaires en
application de l'article 18 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 ;

SUR la proposition de M. le Secrétaire Général ;

.... / ...

.../...

A R R E T E

TITRE I - CARACTERISTIQUES DES INSTALLATIONS -

ARTICLE 1 -

La Société NEW PLS située 30, avenue des Frères Lumière à TRAPPES, -78190-, est autorisée sous réserve des droits des tiers et de la stricte observation des dispositions contenues dans le présent arrêté à poursuivre l'exploitation des activités suivantes :

Installations concernées	Eléments caractéristiques	Numéro de la nomenclature	Classe
Utilisation, dépôt et stockage de substances radio-actives du groupe II sous forme de sources scellées spéciales.	1100 Ci d'Iridium 192	385 quater 2 ^a	A
	30 Ci de Cobalt 60	" " "	"
Générateur de rayon X.	300 kV	-	-

Les dispositions techniques de l'Arrêté Préfectoral du 21 décembre 1977, non contraires aux prescriptions du présent arrêté restent applicables à l'établissement.

ARTICLE 2 -

Les prescriptions de la présente autorisation s'appliquent également aux installations exploitées dans l'établissement et qui, bien que n'étant pas visées à la nomenclature des Installations Classées ou étant en dessous des seuils de classement, sont de nature à modifier les dangers ou les inconvénients présentés par les Installations Classées de l'établissement.

CONDITIONS GENERALES -

ARTICLE 3 - Prescriptions de caractère général

Sans préjudice des prescriptions figurant dans le présent arrêté, sont applicables en tant que de besoin aux installations de l'établissement, les textes suivants :

- circulaire du 22 octobre 1951 concernant la protection des établissements industriels contre le danger d'incendie par la foudre ;
- circulaire et instruction du 6 juin 1953 relatives aux rejets des eaux résiduaires (J.O. du 20 juin 1953) ;

- décret 66-450 du 20 Juin 1966 relatif aux principes généraux de protection contre les rayonnements ionisants ;
- décret n° 67-228 du 15 Mars 1967 relatif à la protection des travailleurs contre les dangers des rayonnements ionisants ;
- arrêté du 20 Juin 1975 relatif à l'équipement et à l'exploitation des installations thermiques (JO du 31 Juillet 1975) ;
- circulaire et instruction du 20 Août 1985 relative au bruit des Installations Classées ;
- conditions particulières d'emploi des radio-éléments artificiels destinés à la gammagraphie, adoptée par la CIREA le 21 Juin 1979 ;
- arrêté du 31 Mars 1980 portant réglementation des installations électriques des Installations Classées susceptibles de présenter des risques d'explosions (JO du 30 Avril 1980) ;
- circulaire du 24 Janvier 1984 relatif aux rejets d'eaux résiduelles industrielles dans un ouvrage collectif ;
- arrêté du 4 Janvier 1985 relatif au contrôle des circuits d'élimination de déchets générateurs de nuisances (JO du 16 Février 1985).

Article 4 - Conformité aux plans et données techniques

Les installations doivent être disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques joints ou contenus dans le dossier de la demande, en tout ce qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

Tout projet de modification à apporter à ces installations devra, avant réalisation, être porté par le pétitionnaire à la connaissance du Préfet, Commissaire de la République du Département des Yvelines accompagné des éléments d'appréciation nécessaires.

Les plans de référence joints au présent arrêté sont à jour à la date de l'arrêté.

Article 5 - Conditions d'aménagement de l'établissement

5-1 - Clôture

Les locaux doivent être convenablement clôturés.

5-2 - Portes

Les portes de l'établissement ouvrant sur les routes extérieures doivent présenter une ouverture assez large ou un recul suffisant pour que l'entrée et la sortie des véhicules n'exigent pas de manoeuvres.

5-3 - Routes

Les rayons de courbures des voies et la disposition des aires doivent permettre une évolution facile des véhicules.

Les tuyauteries et câbles électriques en tranchées franchissant les voies et aires sous des ponceaux ou dans des gaines, seront enterrés à une profondeur suffisante, pour éviter toute détérioration.

Article 6 - Accident - Incident

L'exploitant est tenu de déclarer sans délai à l'Inspection des Installations Classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de ses installations.

L'exploitant est tenu pour responsable des dommages éventuels causés à l'environnement par l'exercice de son activité.

Sa responsabilité s'étend au transport dans le cas où il l'assure.

Le transport des sources scellées devra être conforme à la réglementation relative au transport des matières dangereuses.

TITRE II - PREVENTION DES RISQUES

CONDITIONS GENERALES D'IRRADIATION

Article 7

Sous réserve des caractéristiques de l'établissement définies à l'Article 1, les quantités manipulées et stockées ne devront pas dépasser :

- . 100 Ci d'Iridium 192 et 30 Ci de Colbat 60 dans la cellule d'essai des projecteurs de radiographie "gamma" ;
- . 500 Ci d'Iridium 192 dans le local de télémanipulation ;
- . 500 Ci d'Iridium 192 dans le local de stockage.

Article 8

Le conditionnement des sources scellées doit être tel que leur étanchéité soit parfaite et leur détérioration impossible dans les conditions normales d'emploi.

Les caractéristiques des matières radioactives devront répondre aux conditions de l'arrêté de Monsieur le Ministre de l'Environnement en date du 24 Novembre 1977 fixant les modalités d'agrément des sources radioactives sous forme spéciale.

Article 9

Les récipients contenant les sources porteront extérieurement en caractères très lisibles, indélébiles et résistants au feu la dénomination du produit contenu, son activité exprimée en becquerels et éventuellement en curies et la date de mesure de cette activité.

Article 10 - Autorisation de la Commission Interministérielle des Radio-éléments Artificiels

Les substances radioactives présentes sur le site devront avoir fait l'objet d'une autorisation de détention et d'utilisation délivrée par la Commission Interministérielle des Radioéléments Artificiels.

Article 11

En dehors des heures d'emploi, les sources scellées seront conservées dans des conditions telles que leur protection contre le vol et l'incendie soit convenablement assurée.

Elles seront notamment stockées dans des logements ou coffres appropriés fermés à clef dans les cas où elles ne sont pas fixées à une structure inamovible.

Article 12 - Signalisation

Des panneaux réglementaires de signalisation de radioactivité seront placés d'une façon apparente à l'entrée des lieux de travail et de stockage.

En cas d'existence d'une zone contrôlée délimitée en vertu de l'Article 21 du décret n° 66-450 du 20 Juin 1966, la signalisation sera celle de cette zone.

Article 13 - Débit d'équivalent de dose

Le débit d'équivalent de dose en limite de propriété n'excèdera pas 0,057 mRem/h (500 mRem/8760) soit 0,5 Rem par an.

Des écrans en matériaux convenables (béton, plomb...) seront interposés sur le trajet des rayonnements pour amener le débit d'équivalent de dose au niveau indiqué ci-dessus.

Article 14

Une balise de surveillance devra être installée dans l'atelier à proximité du local de stockage. Elle devra être reliée à une alarme sonore et lumineuse qu'elle devra déclencher pour tout débit d'équivalent de dose supérieur à 0,5 mRem/h.

Article 15 - Autosurveillance

Un contrôle du débit d'équivalent de dose à l'extérieur de l'établissement sera effectué au moins une fois par mois par l'exploitant. Lors de ce contrôle, les sources seront en position normale d'emploi.

Article 16 - Contrôles du débit d'équivalent de dose par un organisme agréé

Un contrôle du débit d'équivalent de dose à l'extérieur de l'établissement sera effectué au moins une fois par an par un organisme agréé.

Les résultats des contrôles définies aux articles 15 et 16 seront consignés sur un registre qui devra être tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées. Ils lui seront en outre transmis trimestriellement.

Article 17 - Registre "comptabilité matière"

L'exploitant tiendra à jour un registre sur lequel seront portés les renseignements suivants :

- le numéro de série de chaque source ;
- la date de son dernier contrôle d'étanchéité ;
- le vendeur ;
- la nature de la substance radioactive ;
- l'activité en becquerels et éventuellement en curies ;
- le numéro de série et le type de l'appareil sur lequel la source est montée ;
- le client à qui est vendu l'appareil ;
- les dates d'expédition et de retour de la source dans l'appareil ;
- la date de reprise par le fournisseur de la source.

Article 18 - Prévention des risques de vol des sources scellées

Toutes dispositions seront prises pour protéger efficacement le dépôt contre les risques de vol. Pour cela un dispositif de surveillance et d'alarme sera mis en place.

Article 19 - Mesures à prendre en cas de vol

Tout vol ou perte de substances radioactives devra être déclaré par l'exploitant dans les 24 heures au Commissaire de la République du Département des Yvelines, à l'Inspection des Installations Classées ainsi qu'à la Commission Interministérielle des radioéléments Artificiels.

Le rapport mentionnera la nature du radioélément, l'activité le type et numéro d'identification de la source scellée, le fournisseur, la date et les circonstances détaillées de l'incident.

Article 20 - Mesures à prendre en cas d'arrêt de l'exploitation

En cas de cessation d'activité, l'exploitant devra faire procéder par un service compétent à une mesure de la contamination éventuelle du site et à un nettoyage de la zone contaminée, s'il y a lieu.

Aucune source ne devra rester dans le dépôt.

Article 21 - Consignes

Des consignes prévoyant la conduite à tenir en cas d'incendie, en cas de vol des sources ainsi que les consignes d'exploitation et une copie du présent arrêté devront être affichées en permanence sur les lieux de travail et de stockage.

Article 22 - Délais

Un délai de six mois est accordé à l'exploitant à compter de la notification du présent arrêté, pour mettre en place les dispositifs de surveillance et d'alarme définis aux articles 14 et 18.

Article 23 - Conditions applicables aux appareils de gammagraphie

23-1

Les appareils de gammagraphie et leurs accessoires doivent être conformes aux normes en vigueur (NF 60551 à la date de l'arrêté).

23-2 - Chargement des appareils

La mise en place des sources radioactives dans les porte-sources ne peut être effectuée que dans des installations agréées à cet effet par la Commission Interministérielle des Radioéléments Artificiels.

La mise en place d'un porte-source équipé d'une source radioactive dans un appareil ne peut s'effectuer que dans des installations agréées à cet effet par la Commission Interministérielle des Radioéléments Artificiels ou à l'aide d'un conteneur de transfert spécialement conçu pour cette opération et reconnu par le constructeur de l'appareil, adapté au type de porte-source et à l'appareil en cause.

23-3 - Maintenance des appareils

Outre le contrôle annuel d'étanchéité de la source radioactive prévu par l'Article 40 du décret 67-228 du 15 Mars 1967, les appareils de gammagraphie sont soumis aux opérations de maintenance décrites ci-après.

a) Appareils mobiles ou portatifs de la catégorie 2 de la norme NF 60 551

Sauf prescriptions plus contraignantes figurant dans la notice d'utilisation et d'entretien de l'appareil, tout appareil doit être soumis par le détenteur à une révision annuelle complète. Cette révision est assurée sous la responsabilité du fournisseur par ses services ou ceux d'un organisme agréé par lui.

Cette révision porte notamment sur l'état du dispositif de liaison "câble de télécommande - porte-source" qui sera vérifié à l'aide de méthodes appropriées.

b) Autres appareils :

Le rechargement de ces appareils ne sera effectué qu'après leur révision complète.

23-4

En dehors des périodes d'utilisation, les appareils chargés ou non seront entreposés dans le local de stockage.

23-5

Aucun appareil ne peut être déplacé, ou stocké dans les limites du site que verrouillé, clé de sécurité dégagee de la serrure et séparée de l'appareil.

Article 24 - Conditions particulières applicables au stockage

24-1

Le local sera fermé par une porte métallique renforcée, munie d'une serrure de sécurité dont la clef sera détenue par un préposé nommé-désigné. Un double de cette clef sera déposé dans un coffret vitré facilement accessible.

24-2

Les entrées et sorties du stockage de substances radioactives ainsi que toutes manipulations seront consignées sur un registre spécial.

24-3 - Fûts de transport

Les fûts de transport vides ou contenant des sources radioactives en provenance du CEA seront entreposés dans l'aire de stockage fermée à clef, prévue à cet effet.

Article 25 - Conditions particulières applicables au local de radiographies gamma et X industrielles

25-1 - Utilisation des gammagraphes

L'éjection de la source ou l'émission du faisceau de rayonnements ne peut se faire que sous la responsabilité et en la présence d'un opérateur titulaire du certificat d'aptitude à manipuler les appareils de gammagraphie créé par arrêté du 2 Mai 1977 du Ministre du Travail.

Le contrôle du retour de la source en position de protection s'effectuera à l'aide d'un détecteur de rayonnements. La clé de sécurité de l'appareil doit être retirée sans délai à l'issue de ce contrôle.

25-2 - Balises

- . Une balise débitmétrique placée à poste fixe à l'intérieur de la cellule de tir commande un gyrophare (rouge) installé en surface.
- . Une balise débitmétrique est installée en fond de tranchée d'accès, pour surveiller localement la zone du poste de commande.

25-3

Un poussoir appel-arrêt d'urgence de type "coup de poing" installé à l'intérieur de la salle, permettra la coupure de l'alimentation électrique et commandera un signal lumineux et sonore.

25-4

Les émetteurs de Rayons X ainsi que leurs accessoires doivent être conformes à la norme NFC 74100.

25-5 - Poste de commande

Le poste de commande sera placé à l'extérieur du local.

25-6 - Signalisation

Une signalisation efficace avertira du fonctionnement du générateur. L'accès au local pendant un essai sera impossible.

TITRE III - PREVENTION DES RISQUES D'INCENDIE

Article 26 - Principes généraux

Toutes dispositions seront prises pour éviter les risques d'incendie et d'explosion, pour la formation du personnel susceptible d'intervenir en cas de sinistre et pour permettre une intervention rapide des équipes de secours.

Les locaux où sont stockées ou utilisées des sources seront conçus et réalisés de manière à protéger au maximum les sources contre un incendie. En particulier les parois, sols et plafonds seront constitués de matériaux de degré coupe feu 2 heures.

Article 27 - Règles d'aménagement

La ventilation des locaux (évacuation des fumées et gaz chauds) se fera en partie haute sur l'extérieur par des ouvertures dont la somme des sections sera au moins égale au 1/100ème de la surface des planchers bas considérés. Si ces ouvertures sont fermées par des châssis, ceux-ci devront s'ouvrir manuellement au moyen de commandes facilement accessibles.

Les installations électriques devront être réalisées avec du matériel normalisé qui pourra être de type ordinaire mais installé conformément aux règles de l'art. Les conducteurs seront établis suivant les normes en vigueur et de façon à éviter tout court circuit.

L'installation sera maintenue en bon état et périodiquement examinée par un organisme agréé.

Article 28 - Règles d'exploitation

Il est interdit de constituer à l'extérieur ou à proximité des locaux à "sources" un dépôt de matières combustibles.

Article 29

L'établissement sera pourvu de moyens de secours contre l'incendie appropriés tels que poste d'eau, seaux, pompes, extincteurs, réserves de sable meuble avec pelle, etc...

Les moyens dont l'emploi est proscrit sur les substances radioactives présentes dans l'établissement seront signalés.

Les moyens d'intervention disponibles sur le site tiendront compte des risques de contamination.

Article 30

En cas d'incendie concernant ou menaçant des substances radioactives, il sera fait appel à un centre de secours et non à un corps de première intervention.

Les services d'incendie appelés à intervenir seront informés du plan des lieux, des emplacements des différentes sources radioactives, des moyens et voies d'évacuation des sources ainsi que des produits extincteurs recommandés ou proscrits pour les substances radioactives présentes dans l'établissement.

Article 31 - Mesures à prendre après un incendie

Après un incendie, il conviendra de faire procéder à des mesures du niveau de contamination du site, puis au nettoyage des zones éventuellement contaminées.

IV - PREVENTION DE LA POLLUTION DES EAUX

Article 32

Sont interdits tous déversements, écoulements, rejets, dépôts directs ou indirects d'effluents susceptibles d'incommoder le voisinage, de porter atteinte à la santé publique ainsi qu'à la conservation de la faune et de la flore, de nuire à la conservation des constructions et réseaux d'assainissement et au bon fonctionnement des installations d'épuration, de dégager en égoût directement ou indirectement des gaz ou vapeurs toxiques ou inflammables et de favoriser la manifestation d'odeurs, saveurs ou colorations anormales dans les eaux naturelles lorsqu'elles sont utilisées en vue de l'alimentation humaine.

Les caractéristiques des eaux rejetées devront permettre au milieu récepteur de satisfaire les objectifs de qualité qui lui sont assignés.

Le rejet direct ou indirect, dans une nappe souterraine, d'eaux résiduelles, traitées ou non est interdit.

Le réseau de collecte des eaux doit être du type séparatif permettant d'isoler les eaux pluviales des eaux usées.

Le déversement des effluents devra être tel que la circulation des personnes ne présente pas de dangers.

Les eaux vannes et les eaux usées des lavabos seront collectées et traitées selon la législation en vigueur. Conformément au décret du 28 Décembre 1977 (Journal Officiel du 18 Janvier 1978) les détergents utilisés seront biodégradables à 90 %.

TITRE V - PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE

Article 33

L'émission dans l'atmosphère de fumées, buées, suies, poussières, gaz odorants, toxiques ou corrosifs, susceptibles d'incommoder le voisinage de compromettre la santé ou la sécurité publique, de nuire à la production agricole, à la conservation des constructions et monuments ou au caractère des sites, est interdite.

Les combustibles à employer dans les installations de combustion devront correspondre aux caractéristiques préconisées par le constructeur des installations ; la conduite de la combustion devra être effectuée et contrôlée de façon à éviter toutes évacuations de gaz ou de poussières susceptibles de créer un danger ou une incommodité pour le voisinage.

L'établissement sera tenu dans un état de propreté satisfaisante et notamment les postes de circulation, l'intérieur des ateliers et des conduites d'évacuation fera l'objet de nettoyages fréquents destinés à éviter l'envol de poussières, ainsi que leur entraînement par les pluies dans le milieu naturel.

La combustion, notamment à l'air libre, de déchets susceptibles de dégager des fumées ou des odeurs gênantes pour le voisinage est interdite.

TITRE VI - PREVENTION DU BRUIT ET DES TREPIDATIONS

Article 34 - Principes généraux

Les installations doivent être construites, équipées et exploitées de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou de vibrations susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

Le fonctionnement des installations ne devra pas occasionner une augmentation notable du niveau sonore dans les zones avoisinantes.

Article 35 - Niveaux acoustiques maximaux admissibles

Le contrôle des niveaux acoustiques dans l'environnement se fera en limite de propriété de l'établissement, en se référant au tableau ci-joint qui fixe les valeurs correspondantes des niveaux acoustiques limites admissibles.

Emplacement	Type de zone	Niveau limite en dB (A)		
		Jour	Période intermédiaire	Nuit
Limite de propriété.	zone à prédominance d'activités commerciales et industrielles.	65	60	55

Article 36 - Règles d'exploitation

Tous travaux bruyants susceptibles de gêner le voisinage, pendant la nuit, y compris la manutention, voiturage, etc... sont interdits entre 20 heures et 7 heures.

Les véhicules et les engins de chantier, les groupes électrogènes et motocompresseurs, les matériels divers utilisés à l'intérieur de l'établissement, devront être conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantiers à un type homologué au titre du décret du 18 Avril 1969).

L'usage de tous appareils de communications par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, hauts-parleurs, etc...) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Tous moteurs de quelque nature qu'ils soient, tous transformateurs et tous appareils, ventilateurs, machines, transmission, actionnés par ces moteurs, tous dispositifs d'aspiration, de compression ou de détente de gaz seront installés et aménagés de telle sorte que leur fonctionnement ne puisse être de nature à compromettre la santé, la sécurité et la tranquillité du voisinage par le bruit ou les trépidations.

Article 37 - Contrôles des niveaux sonores

L'Inspecteur des Installations Classées pourra demander que des contrôles de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou par une personne qualifiée dont le choix sera soumis à son approbation. Les frais en seront supportés par l'exploitant.

.../...

TITRE VII - ELIMINATION DES DECHETS

ARTICLE 38 - Principes généraux

Les déchets seront éliminés conformément aux dispositions de la loi n° 75-633 du 15 juillet 1975 et des textes pris pour son application, dans des conditions qui ne soient pas de nature à produire des effets nocifs sur le sol, la flore et la faune, à dégrader les sites ou les paysages, à polluer l'air ou les eaux, à engendrer des bruits et des odeurs et d'une façon générale à porter atteinte à la santé de l'homme et à l'environnement.

ARTICLE 39 - Stockage temporaire des déchets

Le stockage temporaire des déchets dans l'enceinte de l'établissement doit être fait dans des conditions qui ne portent pas ou ne risquent pas de porter atteinte à l'environnement.

ARTICLE 40 - Sources usagées ou détériorées

Les sources usagées ou détériorées seront stockées dans des conditions assurant toute sécurité dans l'attente de leur enlèvement qui doit être demandé immédiatement.

TITRE VIII - DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 41 -

Le pétitionnaire devra, en outre, se conformer aux prescriptions additionnelles que l'administration jugera utile de lui imposer ultérieurement soit dans l'intérêt de la sécurité ou de la commodité du voisinage, soit pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, soit pour la protection de la nature et de l'environnement, soit pour la conservation des sites et des monuments.

ARTICLE 42 -

Le pétitionnaire devra toujours être en possession de son arrêté d'autorisation qui devra être présenté à toute réquisition des délégués de l'Administration préfectorale et dont un extrait devra être affiché dans l'établissement.

.../...

ARTICLE 43 -

La présente autorisation sera considérée comme nulle et non avenue s'il y a cessation d'exploitation pendant deux ans. En outre, en cas d'insatisfaction de conditions et réserves essentielles imposées par le présent arrêté, l'exploitant encourra les pénalités prévues au titre VI de la loi du 19 juillet 1976.

ARTICLE 44 -

Si l'établissement vient à être cédé, le nouvel exploitant ou son représentant sera tenu d'en faire la déclaration à la Préfecture, dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation, en indiquant ses nom, prénom et domicile. S'il s'agit d'une Société, la raison sociale ou sa dénomination, sa forme juridique doivent être mentionnées dans la déclaration, ainsi que son siège social et la qualité du signataire.

ARTICLE 45 -

Lorsqu'une installation cesse l'activité au titre de laquelle elle était autorisée ou déclarée, son exploitant doit en informer le Préfet dans le mois qui suit cette cessation.

L'exploitant doit remettre le site de l'installation dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun danger ou inconvénient pour le voisinage ou l'environnement.

ARTICLE 46 -

Un extrait du présent arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée et faisant connaître qu'une copie dudit arrêté est déposée aux archives de la mairie et mise à la disposition de tout intéressé sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois.

En outre, un avis relatif à cette autorisation sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux diffusés dans le Département.

ARTICLE 47 -

Le présent arrêté ne peut être déféré qu'à la juridiction administrative :

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où lesdits actes leur ont été notifiés ;

.../...

...../...

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leur groupement, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article 1er, dans un délai de 4 ans à compter de la publication ou de l'affichage desdits actes ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

ARTICLE 48 -

M. le Secrétaire Général, M. le Commissaire-Adjoint de la République de l'Arrondissement de VERSAILLES, M. le Maire de TRAPPES, M. le Directeur Départemental des Polices Urbaines et MM. les Inspecteurs et Contrôleurs des Installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

FAIT à VERSAILLES, le 30 MARS 1982

Le PREFET, COMMISSAIRE de la REPUBLIQUE
du DEPARTEMENT des YVELINES,

LE PREFET, COMMISSAIRE DE LA REPUBLIQUE
DU DEPARTEMENT DES YVELINES
LE 30 MARS 1982
LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Signé : Francis IDRAC